

OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES

SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

APRÈS ALSTOM ET GDF SUEZ

Brésil, Guyane : EDF se lance dans les grands barrages amazoniens

29 NOVEMBRE 2013 PAR OLIVIER PETITJEAN



Après Alstom et GDF Suez, un troisième groupe énergétique français, EDF, se lance désormais sur le créneau des grands barrages en Amazonie. Un secteur qui s'est pourtant retrouvé sous les feux des projecteurs avec la contestation très médiatisée du mégaprojet de Belo Monte par les environnementalistes et les populations indigènes. Au Brésil, le groupe public a répondu à des appels d'offres pour de nouveaux barrages dans des régions encore préservées de l'Amazonie. Des visées qui pourraient également concerner à terme la Guyane française.

Depuis plusieurs années, deux multinationales françaises du secteur de l'énergie, Alstom et GDF Suez, participent activement au développement hydroélectrique (qualifié de « forcené » par ses critiques) de l'Amazonie brésilienne (lire [Alstom et GDF Suez, au cœur de Belo Monte et du développement hydroélectrique de l'Amazonie](#)). Une troisième, EDF, paraît décidé à se joindre à la fête. Le groupe public, dont l'État français détient 86% des parts, participe en effet, à des titres divers, à plusieurs projets de barrages dans la région, y compris potentiellement jusqu'en Guyane française.

EDF avait connu une expérience malheureuse au Brésil après avoir racheté Light, la compagnie publique

d'électricité de l'État de Rio de Janeiro dans les années 1990. La ville avait par la suite connu de nombreuses coupures d'électricité, et les problèmes financiers d'étaient accumulés, contraignant l'entreprise française au départ en 2006. EDF ne possède plus aujourd'hui au Brésil qu'une centrale thermique, dans l'État de Rio de Janeiro, à laquelle elle a récemment adjointe une unité solaire. Mais selon le journal Valor Econômico, qui s'est entretenu avec Olivier Orsini, directeur du développement international d'EDF, l'entreprise française compte bien désormais revenir petit à petit dans le pays.

En 2012, le groupe public a signé un accord global de partenariat avec son homologue brésilien Eletrobras. Ce partenariat porte à la fois sur le nucléaire et sur l'hydroélectrique. En ligne de mire, la nouvelle vague de mégabarrages appelée à se développer dans le bassin du Rio Tapajós, affluent de l'Amazone.

Le Tapajós, nouvelle frontière des grands barrages amazoniens après Belo Monte

Alors que le chantier des barrages de Jirau et Santo Antonio touchent à leur fin et que celui de Belo Monte est bien entamé (lire GDF Suez, aventurier amazonien), la lutte autour du développement hydroélectrique de l'Amazonie se déplace désormais vers le bassin du Rio Tapajós, à l'Ouest du Rio Xingu où est implanté Belo Monte. Il s'agit là aussi d'une région encore largement préservée, abritant une biodiversité unique et des centaines de milliers d'indigènes et de populations traditionnelles [1]. Selon les écologistes, l'impact cumulé des multiples barrages projetés dans le bassin n'a pas été sérieusement étudié, et les indigènes s'appêtent là aussi à opposer une résistance farouche à ces aménagements. Pour l'instant, le gouvernement brésilien paraît toujours décidé à passer en force, comme il l'a fait à Belo Monte [2].

Rien de ceci ne semble déranger EDF, qui en août 2013 a répondu conjointement avec l'entreprise énergétique brésilienne Cemig à l'appel d'offres pour le barrage de Sinop (400 MW), sur le Rio Teles Pires (affluent du Tapajós). Malgré leur échec lors de cet appel d'offres, les deux firmes seraient aujourd'hui en négociation avec Alupar, l'un des concessionnaires désignés, pour reprendre ses 51% de parts du consortium.

La presse brésilienne rapportait encore récemment qu'EDF envisageait également de concourir à nouveau, en décembre de cette année, pour obtenir le marché du barrage de São Manoel (700 MW), toujours sur le Teles Pires, qui intéressait d'ailleurs aussi GDF Suez. L'entreprise publique, que nous avons sollicitée, nous a indiqué qu'elle ne comptait pas participer aux enchères pour São Manoel. Dans le même temps, toutefois, l'un de ses cadres à Rio déclarait encore le contraire.

Comme cela a été le cas aussi bien pour Jirau et Santo Antonio que pour Belo Monte, tous les barrages du Rio Tapajós font l'objet de batailles juridico-politiques particulièrement âpres. Arguant de la violation des droits des peuples indigènes, les procureurs fédéraux ont fait annuler à plusieurs reprises en première instance ces projets de barrage. Comme pour Belo Monte, ces jugements ont été systématiquement cassés par des décisions unilatérales des autorités judiciaires supérieures, se prévalant d'une disposition légale datant de la période de la dictature autorisant la poursuite des projets au nom de la « sécurité nationale ».

En réponse à nos questions sur les critiques et les contestations qui entourent le développement des barrages en Amazonie, EDF souligne que le gouvernement brésilien impose des critères drastiques en termes de limitation des impacts sociaux et environnementaux, et assure qu'elle entend bien les

respecter, et ne se serait pas engagée avec Eletrobras si cette dernière n'avait pas été exemplaire en ce domaine.

En matière de grands barrages, le seul véritable projet d'envergure dont EDF puisse se prévaloir à l'heure actuelle au niveau international est celui de Nam Theun 2 au Laos, que l'entreprise aime présenter comme un modèle de développement durable. Ce qui n'empêche pas cet ouvrage d'être lui aussi très critiqué par les écologistes et des ONG locales [3].

Des études d'impact en attendant de construire un barrage ?

EDF participe d'ailleurs aussi (tout comme GDF Suez) au *Grupo de Estudos do Tapajós* (Groupe d'études du Tapajós, GET), coordonné par la compagnie publique Eletrobras et chargé de réaliser les études de viabilité et d'impact environnemental de tous les projets de barrage dans le bassin du Rio Tapajós. Un groupe dont le travail est loin d'être neutre, puisque trois chercheurs ont été kidnappés en juin dernier par des indigènes munduruku, qui reprochaient au Brésil de ne pas les avoir consultés sur le projet, en violation de la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les droits des peuples indigènes (un reproche récurrent en ce qui concerne les grands chantiers menés par le Brésil en Amazonie). Les chercheurs ont été libérés après médiation de la FUNAI (institution en charge des questions indiennes) et du ministère de la Justice brésilien.

Le gouvernement brésilien aurait envoyé des forces de sécurité pour escorter dorénavant les experts du GET. Selon Brent Milikan d'International Rivers, le groupe aurait également commencé illégalement à procéder à un cadastre socio-environnemental des populations riveraines du fleuve (*ribeirinhos*) : « *Ce cadastre est mis en oeuvre pour intimider et coopter les communautés locales, en donnant l'impression que les barrages sont un fait accompli et qu'ils vont retirer beaucoup d'argent de ces projets.* »

La presse a récemment annoncé que les études d'impact environnemental de deux nouveaux projets de barrages par le GET, ceux de São Luiz do Tapajós (6133 MW) et de Jatobá (2338 MW), seront déposées officiellement le 15 décembre prochain. Les appels d'offres pour sa construction devraient être lancés en 2014 et 2015 en cas de validation des études [4]. En réponse à nos questions, l'entreprise a confirmé qu'elle envisageait de répondre à ces appels d'offres, particulièrement pour São Luiz do Tapajós. « *C'est un projet passionnant pour nous.* », déclarait Éric Orsini à *Valor Econômico*.

D'autres projets en Guyane ?

Un autre projet d'envergure se dessine en filigrane, en relation cette fois avec des territoires français. EDF est également en discussion avec Eletrobras, la Banque interaméricaine de développement et l'Agence française de développement (AFD) en vue de l'interconnexion des réseaux de transmission électrique entre les deux Guyanes, le Surinam et le Nord du Brésil. La justification officielle du projet, baptisé « Arco Norte », est de favoriser l'accès à l'électricité dans la région.

Encore au stade des études de faisabilité, le projet Arco Norte inclut aussi une évaluation des besoins énergétiques futurs de la région, et donc la possibilité de construire de nouvelles unités de génération, notamment hydroélectriques. Le patron local d'EDF, interrogé à ce sujet, ne cache pas que l'un des enjeux du projet est la construction d'un nouveau barrage en Guyane française, dans la mesure où celle-ci est selon lui en mesure d'exporter de l'électricité à ses voisins pour un prix « compétitif ». Le siège de l'entreprise à Paris, en revanche, indique qu'il est trop tôt pour évoquer les projets qui pourraient

éventuellement voir le jour dans le cadre d'Arc Norte.

Selon la [presse brésilienne](#), la véritable motivation des Brésiliens est qu'Arco Norte leur permettrait de faire réaliser hors de leurs frontières des barrages dotés de réservoirs importants, ce qui n'est plus considéré comme politiquement acceptable au Brésil. L'électricité générée serait principalement destinée au Brésil, et surtout, ces barrages avec réservoirs lui permettraient de stocker l'énergie. Du point de vue des intérêts hydroélectriques brésiliens, ces futurs ouvrages seront donc complémentaires de ceux qui sont et seront construits (au fil de l'eau, c'est-à-dire avec des réservoirs moins importants) de l'autre côté de la frontière brésilienne [5]. Ils seront aussi pour le Brésil une forme d'externalisation de ses émissions de gaz à effet de serre, puisque les barrages créant des réservoirs importants sont de forts émetteurs de méthane.

En Guyane française, EDF est déjà constructeur et opérateur du [barrage de Petit-Saut](#) (116MW), achevé en 1994. Ce barrage a justement entraîné la submersion d'une surface importante de forêts (365 kilomètres carrés, soit la plus importante retenue artificielle sur territoire français). Il constitue un véritable [cas d'école](#) en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de dégradation de la qualité de l'eau du fait de la décomposition de la biomasse dans le réservoir.

Les discussions sur Arco Norte s'inscrivent elles aussi dans le cadre du partenariat entre EDF et Eletrobras, qui envisage aussi la réalisation conjointe de futurs barrages dans des pays tiers, en Amérique du Sud et en Afrique (Mozambique).

Olivier Petitjean

—
Photo : Rio Tapajós, [International Rivers CC](#)

[1] Voir la [page de la campagne Tapajós](#) de l'ONG internationale anti-barrages International Rivers (en anglais).

[2] Même les [propositions très conciliatrices du WWF](#), consistant à étudier quelles zones du bassin du Tapajós doivent absolument être préservées et lesquelles pourraient éventuellement être développées, restent pour l'instant ignorées.

[3] Voir [ici](#), [ici](#) et [ici](#). Comme GDF Suez, EDF est partie prenante du nouveau certificat « vert » de l'industrie hydroélectrique, le *Hydropower Sustainability Assessment Protocol* (HSAP). Un label décrié par les environnementalistes comme un exemple de *greenwashing*, et dont l'application au barrage de Jirau construit par GDF Suez (lire notre enquête [Un barrage modèle ?](#)) a effectivement de quoi susciter bien des interrogations.

[4] Pour Belo Monte comme pour Jirau, ces études ont toujours été validées de force par le pouvoir exécutif, malgré l'avis négatif des administrations concernées.

[5] Le site officiel d'EDF [évoque seulement](#) la possibilité de construire dans le futur des centrales au fil de l'eau et des [hydroliennes](#).

[Précédent](#)

[Suivant](#)

Tags [biodiversité](#) [communautés locales](#) [durabilité](#) [impact social](#) [impact sur l'environnement](#) [infrastructures](#) [énergie](#)